

Climat et développement :

Pour mobiliser les financements, renforçons la recherche et l'innovation !

Déclaration du 11 décembre 2017

Le One Planet Summit vise à mobiliser les acteurs financiers pour investir dans une nouvelle forme de prospérité, à la fois résiliente et décarbonée, et plus juste. Ceci nécessite d'investir dans la connaissance, pour mieux comprendre quels sont les facteurs à modifier par rapport aux modèles de développement actuels, au Nord comme au Sud, et ainsi savoir vers quoi diriger les financements de manière efficace et pertinente.

Les inondations, ouragans et sécheresses observés sur tous les continents nous montrent, s'il en était besoin, qu'il est plus que temps d'accélérer la lutte contre le changement climatique. Le *One Planet Summit*, dans lequel nous nous inscrivons, vise à mobiliser les financements en ce sens. Pour transformer profondément nos économies et réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, pour développer les capacités de résilience aux effets déjà bien réels du changement climatique, en particulier celles des populations les plus vulnérables, dont une grande partie dépend des activités agricoles.

Mais développer cette résilience est un défi majeur et complexe, sur lequel nous ne disposons encore que de trop peu de connaissances. Pour mobiliser les financements – notamment les 100 milliards de dollars qui ont été promis aux pays en développement d'ici à 2020 – la première chose à faire est de renforcer les connaissances pour caractériser et cerner les changements à venir mais aussi penser et construire ces modèles de développement, ainsi que les stratégies qui permettront d'accompagner les acteurs impliqués (gouvernements et administrations, collectivités, entreprises, etc.) dans les transformations indispensables. Notamment, il est urgent de mieux comprendre les causes multiples – économiques, climatiques, politiques – et enchevêtrées de la pauvreté et de la vulnérabilité.

Car nous devons sortir du cercle vicieux entre vulnérabilité et développement socio-économique : alors que le développement est la voie majeure pour réduire la vulnérabilité, cette dernière constitue un frein au développement, réduisant les chances réelles de décollage sous l'effet des aléas, et augmentant le coût financier du développement.

Pour que les connaissances soient approfondies dans chaque pays concerné, car chaque contexte est unique, et répondent aux besoins et attentes de chaque pays, les systèmes nationaux de recherche et d'innovation doivent être renforcés et bénéficier des soutiens nécessaires, ce qui est notamment le sens de l'Appel d'Abidjan récemment lancé par la communauté scientifique africaine. Ils doivent également être appuyés par les communautés d'experts internationaux, pour tirer profit des meilleures avancées et outils. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur un système de coopération en matière de recherche et d'innovation, ayant expérimenté et développé des dispositifs innovants, à même de faire la différence aux endroits clés de la chaîne de résolution.

Trois leviers sont ici majeurs.

Il faut d'abord significativement accroître l'offre de projets, viables et adaptés au contexte des pays, et pour cela co-construire et développer les capacités de recherche, d'innovation, de développement de technologies nouvelles, mais aussi en termes d'usages, de formation, d'organisation, d'ingénierie financière afin de fonder scientifiquement et de favoriser un transfert rapide et à une échelle susceptible de répondre au défi du changement climatique les solutions ainsi co-élaborées.

Parallèlement, il faut créer un environnement permettant d'orienter les financements vers ces projets. En plus de la bonne conception des projets en matière d'ingénierie financière, il s'agit de développer les compétences pour construire la confiance et réduire les risques pour les investisseurs. Ceci passe par de nouvelles manières de recueillir et mettre en partage les données. D'une part pour mesurer les retours sur investissement, sur le long terme et en tenant compte du double objectif d'adaptation et de décarbonation. D'autre part pour faciliter la formulation d'un cadre de politiques publiques incitatif, renforçant l'attractivité des projets vertueux, et suffisamment stable pour accroître la visibilité et la confiance.

Surtout, pour être à même de progresser face à des défis importants et évolutifs, il faut pouvoir développer des capacités d'apprentissage collectif : évaluer la performance réelle des projets, en suivre l'impact sur le temps long, organiser des retours d'expérience à l'échelle nationale et internationale, et petit à petit contribuer à produire des visions de moyen et long terme pour des trajectoires de développement partagées tout à fait nouvelles, répondant au triple impératif de développement socio-économique, d'atténuation et d'adaptation, permettant d'alimenter un dialogue de politiques publiques et de prioriser les actions de coopération internationale.

On le voit, pour mobiliser les financements de manière effective et pertinente, il faut développer les capacités en matière d'ingénierie financière, certes, mais aussi de compréhension des phénomènes et des leviers pour l'adaptation et la décarbonation, de cadre de gouvernance et d'instruments politiques, de prospective. Le besoin de développement des connaissances, de recherche et de formation est donc fondamental et pluridisciplinaire.

Au-delà de la mobilisation des financements publics, c'est aussi un moyen de mobiliser les financements privés et de les orienter, par un partage des risques, le cas échéant, dans la direction d'un développement qui doit être à la fois résilient et décarboné, en améliorant la prise de décision et l'efficacité des investissements.

Nous, acteurs de la coopération en matière de recherche et d'innovation, nous mobilisons en ce sens, en nous appuyant sur les systèmes nationaux de recherche existants et sur les communautés internationales d'experts, en développant des dispositifs innovants et renforcés, et prenons date pour nous retrouver dans un an, évaluer les avancées effectuées et identifier les nouveaux défis qui se posent à nous.

Cette déclaration est le résultat des travaux d'un séminaire de haut niveau organisé par l'Institut du Développement durable et des Relations internationales (Iddri) sous les auspices du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en partenariat avec le Centre de Coopération internationale en Recherche agronomique pour le Développement (CIRAD), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), et la Fondation pour les études et Recherches sur le Développement international (Ferdri) dans le cadre de l'Initiative pour le Développement et la Gouvernance mondiale (IDGM).

Elle rend compte du consensus de l'ensemble des acteurs présents, dans la diversité de leurs rôles pour la recherche ou pour l'action climatique et de leurs origines géographiques



ÉVÉNEMENT
LABELLISÉ
SIDE EVENT